PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA IV· INTERNATIONALE
PERMANENCE
19, rue Daguerre, 19
-PARIS - XIV·-

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (No 1 août 1940)

No 117
6 Avril 1946
Prix : 2 francs

Abonnements:
26 numéros .... 50 fr.
52 numéros .... 100 fr.
C.C.P. Saujet 3205-19 Paris

LE TRAVAIL AU RENDEMENT C'EST LA SUREXPLOITATION ET LA DIVISION DES TRAVAILLEURS !

MALGRE les assurances faites de toutes parts, le coût de la vie s'élève sans cesse alors que les salaires restent bloqués. Le pouvoir d'achat des travailleurs est revenu au niveau de celui d'il y a 80 ans.

La politique du « rendement » que nous propose la bourgeoisie et les dirigeants des grands partis ouvriers permet-elle d'améliorer le sort des travailleurs? Maurice Ollivier, grand exploiteur du textile définit ainsi la « rationalisation capitaliste: « la rationalisation c'est l'activité efficace au maximum; c'est le prix du travail lié à l'intensification de la production mais sans plafonnement des salaires ». Il est clair que la « rationalisation capitaliste » est conforme aux intérêts du patronat, car plus l'ouvrier travaille, plus le profit patronal s'élève. Les conséquences de cette « rationalisation » ont été si souvent dénoncées par les organisations ouvrières que l'on a honte d'être obligé d'en reprendre deux ou trois aspects essentiels:

Le rendement compromet les conditions de sécurité des travailleurs. La catastrophe d'Ostricourt, le triplement des accidents du travail dans les mines sont des témoignages éloquents.

Le rendement élimine de la production toute une partie des travailleurs qui ne peuvent suivre la cadence, et qui sont obligés de vivre avec une retraite de famine.

Le rendement augmente le chômage. Déjà la débauche a commencé dans certaines usines. Les patrons mettent les ouvriers sur le pavé.

Le rendement diminue le pouvoir d'achat des masses, car si quelques-uns peuvent se permettre une cadence accélérée, la grande masse sous-alimentée ne peut suivre un rythme rapide de production. D'autre part, le patron utilise toutes les manœuvres pour diminuer le prix des pièces. On connaît toutes les histoires où, une série terminée, le patron exige le même temps pour une autre série, tout en payant moins cher, sous prétexte de quelques modifications. L'expérience a démontré que dans cette histoire de rendement ce sont toujours les ouvriers qui sont les « dindons ».

Ainsi, par tous ces aspects, la politique du rendement est contraire aux intérêts des exploités. *Mais plus on produira, plus il y aura de marchandises sur le marché.* En dehors du fait que malgré tous les efforts de production des ouvriers depuis 18 mois, il n'y a pas beaucoup plus de marchandises sur le marché; de quelle utilité pourront être ces marchandises si le pouvoir d'achat des travailleurs ne leur permet pas d'acheter? Ainsi le gouvernement vient de débloquer 200 points de textile, mais si un ouvrier veut utiliser ces 200 points, il lui faudra débourser, au bas mot, 15.000 francs. Quel est l'ouvrier, quel est l'employé ou le petit fonctionnaire qui peut se permettre une dépense qui se monterait, pour une famille de quatre personnes, à 60.000 francs.

P. Boussel (*Suite p.* 2)

Une grande figure du mouvement ouvrier

AVEC notre camarade Jean Raffin-Dugens, dont nous apprenions la mort au moment de mettre sous presse notre précédent numéro, c'est une des grandes figures de la classe ouvrière française et de l'internationalisme révolutionnaire qui disparaît.

Toute sa vie fut au service de la Révolution socialiste.

Entré au parti socialiste en 1898, Raffin-Dugens fut élu député de l'Isère en 1910, et le resta jusqu'en 1919; pendant la guerre impérialiste de 1914-18, resta socialiste et internationaliste malgré la vague de chauvinisme qui submergea le monde. Il assista à la Conférence de Kienthal (1916); il y rencontra Lénine. A la suite des décisions prises à Kienthal, il vota constamment, au Parlement, contre les crédits de guerre.

En décembre 1920, au Congrès de Tours, il représenta la majorité de l'Isère avec 84 mandats pour l'adhésion du parti socialiste à la IIIe Internationale. En 1935 il fut élu conseiller municipal communiste d'Eybens (Isère). Pendant toute la guerre de 1939-45, il réprouva le chauvinisme qui dominait dans son parti.

Raffin-Dugens fut membre de la IIe et de la IIIe Internationale; il adhéra en 1945 à la IVe, malgré son grand âge, après 47 ans de vie militante. Il n'a jamais tourné sa veste, ce sont les directions bureaucratiques des Internationales qui ont tourné le leur.

L'exemple de cet irréductible lutteur révolutionnaire vaut d'inspirer les jeunes générations.

LE CHŒUR
Péron–Salazar-Franco :

..."ils racontent que le monde n'est plus habitable que pour la démocratie !..."

d'après le News Chronicle

BEVIN et TRUMAN à la rescousse de FRANCO

L'Angleterre vient de vendre à l'Espagne franquiste 15 centrales électriques mobiles. La première vient d'être livrée. Les autres attendent à Liverpool d'être embarquées. Des négociations sont en cours, a reconnu le ministre anglais des Fournitures,

D'un autre côté, certains milieux américains seraient d'accord pour porter le cas de Franco à l'O.N.U. L'ancien sous-secrétaire d'Etat américain Summer Welles se fait le champion de cette orientation partagée, comme l'on sait, par le gouvernement de l'U.R.S.S., et le gouvernement français.

Que pourrait donner, dans le meilleur des cas, une intervention de l'O. N. U. contre Franco? Les fameuses « sanctions à Mussolini », de l'ancienne Société des Nations, peuvent nous servir d'échantillon. Confier aux impérialismes rassemblés dans l'O. N. U. le soin de l'effondrement de Franco ne peut qu'être une nouvelle diversion pour la bourgeoisie, une nouvelle trahison des organisations ouvrières traditionnelles.

Les travailleurs espagnols ne peuvent compter que sur l'action de classe du prolétariat international dans sa lutte héroïque contre la dictature franquiste. Ils le savent, et c'est pour cela que les laissent extrêmement froids et sceptiques toutes les courbettes aux grandes puissances des Martinez Barrio, Giral et autres dirigeants qui ont amené hier la révolution espagnole à la défaite. Plus anti - prolétariens qu'anti - franquistes, ils sont par cela même incapables de mobiliser les masses travailleuses espagnoles et internationales contre Franco.

Il faut, avant tout, renouer avec les traditions de l'insurrection d'Octobre 1934, avec le front ouvrier, l'Alliance Ouvrière.

Plus nos camarades espagnols s'orienteront dans cette voie, plus leur sera assuré le concours des ouvriers des autres pays. A. ROURA.

Depuis Mai 1945, le Ravitaillement a octroyé 6 œufs par personne, mais

3 milliards d'œufs sont allés au marché noir

AU cours de la discussion sur le Ravitaillement qui a eu lieu le 28 mars au Conseil Municipal de Paris, un nouveau scandale — un entre des milliers d'autres — a été dévoilé: 3 milliards d'œufs ont été vendus « clandestinement » au marché noir. De l'aveu même des membres du Conseil Municipal, le scandale des œufs c'est aussi celui du lait, du vin, des fruits, des légumes.

Des mesures énergiques s'imposaient évidemment. En conséquence le Conseil Municipal a décidé de rédiger un projet de réorganisation des Halles — un de plus — qui sera étudié au cours de la prochaine session.

Mandataires et gros producteurs peuvent dormir tranquilles, ça n'est pas encore demain qu'ils coucheront à la Santé où qu'ils penderont aux potences où voudraient les voir les travailleurs.

Et cependant le 13 mars, le Conseil des Ministres avait décidé que les affameurs seraient incarcérés, que leurs biens seraient confisqués et qu'aucune circonstance atténuante ne pourraient être acceptées. Mais depuis cette date rien n'a été fait. Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement lorsqu'on entend Félix Gouin déclarer, à Strasbourg par exemple, que les difficultés du ravitaillement sont imputables aux mauvaises conditions atmosphériques.

Dix-neuf mois d'expérience viennent de prouver que nos gouvernants refusent de rompre à l'égard des affameurs du peuple, avec la politique de Vichy.

Et lorsque les travailleurs affamés décident d'organiser des manifestations pour protester contre la pénurie et le scandale du Ravitaillement, tout comme Vichy, le Gouvernement interdit la manifestation et le Préfet refuse de recevoir une délégation de ménagères. C'est ce qui vient de se passer à Clermont-Ferrand. Sous Vichy cette politique ne pouvait étonner, car pour défendre « l'ordre » et la tranquillité des affameurs il y avait la Gestapo; mais aujourd'hui le Ministre de l'Intérieur est socialiste, le Conseil Municipal est à majorité communiste et socialiste, le Maire est socialiste ou communiste. Les travailleurs ne comprennent plus, mais la plupart s'inclinent cependant encore devant les décisions de leurs dirigeants. Pas tous, pourtant. A Clermont - Ferrand, malgré l'interdiction, 300 ménagères pénétrèrent dans la Préfecture, puis elles manifestèrent dans la ville, organisant des attroupements et gênant la circulation. « Il n'était question, déclare la presse locale, que de la cherté de la vie, des difficultés d'approvisionnement, de la grève des producteurs de lait, le tout agrémenté d'adjectifs peu aimables à l'adresse des représentants des Pouvoirs publics. »

Les 300 ménagères de Clermont-Ferrand ont employé le bon moyen: si des manifestations semblables avaient lieu dans toutes les villes, alors les « Pouvoirs Publics » seraient obligés, parce que l'action et la volonté des travailleurs l'imposeraient de prendre des mesures énergiques contre les trafiquants. Si en plus dans chaque usine, dans chaque quartier, dans chaque village, les ménagères, les ouvriers, les petits commerçants, les petits paysans s'organisaient entre eux et formaient des Comités pour dépister les affameurs et contrôler le ravitaillement, alors disparaîtrait enfin le marché noir.

Michèle MESTRE.

LA CAMPAGNE POUR LE MILLION sera un succès !

Tout le parti et tous nos sympathisants sont mobilisés pour faire de notre campagne contre les projets de loi antidémocratiques un succès. Déjà de nombreuses lettres arrivent au local du parti. Baucoup nous rappllent la situation très difficile des travailleurs. Mais toutes nous encouragent et promettent de tout faire pour que des députés trotskystes puissent appeler les travailleurs au combat contre la bourgeoisie affameuse, du haut de la tribune de la Chambre.

Voici quelques extraits de ces lettres :

« Cher camarade,

Je vous envoie par chèque postal 500 francs pour la vente. Le mois prochain je vous enverrai la même somme.

Jacques MICHAUD (Sarlat). »

« Tu m'as fixé une quote de 1.000 francs à rassembler sur ma liste de souscription. Je pense que notre participation à la campagne électorale a une si grande importance pour la défense des travailurs que je me suis mis au travail immédiatement et je peux te dire que j'ai déjà 2.650 francs sur ma liste. Et pourtant je vis parmi mes camarades de travail qui ne sont pas bien riches...

RIVIERE, région lyonnaise du P. C. I. »

« Vous avez fixé un quota de 80.000 francs. Ça nous paraît beaucoup. Nous acceptons pourtant et tous les efforts seront faits pour atteindre cette somme.

Le DEM (région Bretonne).

A PARIS, LE COMITE CENTRAL S'INSCRIT EN TETE DE LISTE ; à la réunion du 30 et 31 mars :

Serge Tuauden. . .	200 »	C. Raoul.	200 »
Laurent Schwartz .	1.000 »	Pierre Boussel. . . .	500 »
Max Geoffroy. . . .	500 »	Pierre Frank. . . .	500 »
Deschamps.	1.000 »	Albert Demazière. .	1.000 »
Dunal.	500 »	Jean Marcoux. . . .	500 »
Alain Le Dem	1.000 »		
Michèle Mestre. . . .	300 »		
Marc Paillet.	500 »	Blondeau.	500 »
Yvan Craipeau. . . .	1.000 »	Mistral.	200 »
Marcel Marin. . . .	500 »	Breton.	500 »
Jacques Privas. . . .	500 »	Pauline Kargeman.	200 »
Favre-Bleibtreu. . .	200 »	Maurin.	200 »
Rivière.	500 »	Guy Janson.	100 »
Rodier.	500 »	Gérard Bloch. . . .	1.000 »
Souscriptions parvenues dans la semaine:		Henri.	500 »
P. T., Montrottier.	150 »	1 heure de travail	30 »
C., Les Charpes...	150 »	1 heure de travail (février).	30 »
Charles C., Vanves	150 »	Un camarade américain.	55 »
Louis B., Vanves..	150 »	Dural.	24 »
Jacques M., Sarlat.	500 »	Dojar.	5.000 »
P. V., Toulouse....	100 »	Larue, Neufchatel-en-Saosnois.	1.000 »
Un groupe de maîtres d'Internat, lycée Michelet ..	150 »	*Souscriptions parvenues dans la semaine.*	13.963 25
Anonyme.	394 25	LISTE DU C. C.	
Anonyme.	10 »	Total	13.600 »
Région Privas. . . .	2.650 »	*Listes précédentes* .	48.328 »
M. A. T.	250 »	Total général au 31 mars.	75.891 25
Chipman, Neuilly..	2.000 »		
Un Indochinois ...	400 »		
2 étudiants.	100 »		
B. Apprien.	80 »		

EN AVANT POUR LE PREMIER MILLION AVANT LE PREMIER MAI ! !

BOYCOTTEZ LE REFERENDUM

La nouvelle Constitution est une constitution bourgeoise. Son article essentiel figure dans la Déclaration des Droits qui en constitue le préambule :

« La propriété est le droit inviolable d'user, de jouïr et de disposer des biens garantis à chacun par la loi (article 32) ».

C'est la réaffirmation de la sacro-sainte propriété capitaliste !

Très logiquement, le même article établit le principe de l'indemnisation des propriétés nationalisées ; c'est-à-dire que les actionnaires des trusts continueront à toucher d'énormes dividendes prélevés par l'Etat sur les salaires des travailleurs sous forme d'impôts et de contributions diverses.

L'article 36 va plus loin encore en édictant l'obligation pour les travailleurs de se faire tuer pour la défense du capitalisme !

Il n'y a en cela rien de surprenant. Car ce n'est pas en discutant autour du tapis vert avec les agents des capitalistes, ni en collaborant avec eux dans le gouvernement que l'on peut en finir avec leur régime de misère. Là comme ailleurs, la coalition « d'unanimité nationale » ne sert que les seuls intérêts des exploiteurs.

Les travailleurs ne peuvent en aucun cas voter pour une constitution bourgeoise, quelles que soient par ailleurs les à-côtés démagogiques dont elle est entourée. La Constitution qu'ils veulent, la seule conforme à leurs intérêts, celle que les socialistes et les communistes prétendent vouloir réaliser depuis plus d'un demi-siècle, c'est la constitution qui consacre le pouvoir des comités ouvriers et la dictature du Prolétariat qui leur assurera le droit à la vie et fera rendre gorge aux exploiteurs. Cette constitution là, ils l'imposeront par la lutte des classes.

Certes, la forme que prend l'oppression capitaliste, la forme de son Etat n'est nullement indifférente aux travailleurs. Ils savent que lorsqu'ils entrent en lutte, lorsque la révolution menace, les maîtres de ce monde sont obligés pour ne pas tout perdre, de jeter quelques miettes démocratiques.

Mais, ils reconnaîtront le projet constitutionnel comme un projet anti-démocratiue. Dans le cas présent, les concessions en dépit des promesses faites, ont fondu comme neige au soleil du tripartisme : le Sénat, nouveau Phénix, renaît de ses cendres ; les congréations religieuses restent habilitées à empoisonner l'esprit des enfants des campagnes ; la police mercenaire, les juges mercenaires, les officiers mercenaires continueront à matraquer, à condamner, à massacrer pour défendre la classe dominante. Il n'est pas question de les remplacer par les Milices ouvrières, par les tribunaux populaires élus, ni par des officiers élus. Même une revendication aussi élémentaire que LA REVOCABILITE DES ELUS PAR LES ELECTEURS, n'a pas été proposée. Enfin, la Constituante à majorité socialiste-communiste A REFUSE L'INDEPENDANCE AU PEUPLES COLONIAUX !

Et c'est tout ce vieux fatras présenté comme une constitution nouvelle que l'on voudrait voir approuver par les travailleurs ! Qu'ils en soient les complices ! Qu'ils bénissent leurs chaînes !

Il n'est pas douteux que les réactionnaires fieffés, les fascistes du P. R. L., les admirateurs de Pétain et de de Gaulle voteront CONTRE le projet ; car, bien qu'ils sachent que dans l'actuel rapport de forces entre les classes, cette constitution est la meilleure pour défendre la domination capitaliste ils tiennent néanmoins à réserver l'avenir et à ne pas se lier, eux, à quelques concessions démocratiques.

Les travailleurs ont manifesté une profonde défiance à l'égard de cette cuisine constitutionnelle. D'une façon plus générale, l'indifférence et l'abstentionnisme se sont développés au fur et à mesure des déceptions accumulées par les sept mois de Constituante. Nous combattons l'abstentionnisme aux élections législatives du 2 juin ; nous irons aux élections sans illusions parlementaires mais avec la volonté d'utiliser pour la défense des travailleurs, la meilleure tribune du pays. Nous appellerons la classe ouvrière à voter massivement pour les listes du P. C. I. et là où il n'y aura pas de candidats trotskystes à voter en masse pour les candidats ouvriers pour faire échec partout à la réaction.

Mais nous pensons que la défiance manifestée par les travailleurs à l'égard de la Constitution est un sentiment sain et juste. Il faut comme en Grèce, boycotter activement ce référendum qui ne donne le choix qu'entre la corde et le couteau: ou cette constitution bourgeoise ou une autre constitution bourgeoise, l'une et l'autre anti-démocratiques. Le 5 mai ils refuseront de plébisciter le régime des trusts. Nous les appelons, comme nous les avons appelés à voter OUI-NON pour faire barrage à la dictature, à BOYCOTTER LE REFERENDUM.

Favre-Bleibtreu.

LE COMITÉ CENTRAL DU P.C.I. APPELLE LES TRAVAILLEURS à lutter pour imposer leurs revendications

LE Comité Central du Parti Communiste Internationaliste (IVe Internationale) s'est réuni à Paris les 30 et 31 mars. Après avoir étudié la situation des masses travailleuses, le Comité Central à l'unanimité moins une voix a voté la résolution suivante:

LA PROXIMITE DES ELECTIONS DOMINE LA SITUATION FRANÇAISE. LA SITUATION POLITIQUE PRESENTE EST CARACTERISEE:

1° Par le fait que l'offensive bourgeoise contre le niveau de vie des travailleurs a obtenu d'importants succès, grâce à la politique des partis socialistes et communistes au pouvoir et à la bureaucratie syndicale.

2° Par le désarroi de larges couches de travailleurs déçues par l'expérience gouvernementale des partis ouvriers (abstention massive dans les élections; abstentionisme syndical, isolement des dernières grèves, manifestations squelettiques), ceci en l'absence d'un parti révolutionnaire suffisamment fort jusqu'ici pour attirer les masses déçues par les grands partis ouvriers.

3° En même temps par une réaction confuse des travailleurs contre l'aggravation de leurs conditions d'existence. Ceci détermine un antagonisme entre la politique des bureaucraties ouvrières et les aspirations latentes des masses travailleuses.

Cet antagonisme se manifeste notamment:

Dans les Syndicats. Par une opposition à la politique du rendement, et dans certaines corporations où le poids de la bureaucratie se fait moins sentir, par des luttes qui restent isolées.

Dans la S. F. I. O. Par l'existence d'un large courant à gauche.

Dans le P. C. Par une crise profonde et latente.

Dans l'étape la plus prochaine, la situation amènera les partis ouvriers à continuer à participer largement au gouvernement.

Mais en définitive, la bourgeoisie est irrémédiablement poussée pour maintenir son exploitation sur les masses laborieuses à employer des formes de plus en plus autoritaires. Elle poursuit ce but par étapes et la politique des partis ouvries offre un terrain favorable à ces tentatives.

Le programme électorale du P.C.I.

Notre propagande électorale portera d'une part sur la défense opiniâtre du pouvoir d'achat, des masses contre les attaques économiques de la bourgeoisie et d'autre part sur la lutte contre l'offensive politique de celle-ci qui en est encore à ses débuts (P.R.L., organisation de choc similaires).

1) *Lutte pour le pouvoir d'achat des masses.*

Cette lutte signifie:

a) L'établissement d'un salaire minimum vital, revendication abandonnée par les bureaucraties ouvrières; cette révalorisation des salaires doit être garantie par l'échelle mobile des salaires.

b) La stabilisation des prix par le contrôle ouvrier sur les livres des comptes et la suppression du secret commercial.

c) La lutte contre le chômage et les licenciements.

d) L'organisation de la production et de la répartition sous contrôle ouvrier, ce qui impose une lutte acharnée contre le capitalisme, pour un Plan ouvrier de production élaboré par la C.G.T. et appliqué sous contrôle ouvrier. Ce plan comporte:

Un recensement des possibilités de production;

Un contrôle effectif de la production, de l'emploi des commandes, de l'embauche et de la comptabilité;

L'orientation de la production et son accroissement vers des œuvres de paix (reconversion de l'économie);

La pleine utilisation de la main-d'œuvre — le chômage est un scandale dans le cadre d'une économie à reconstruire.

e) L'organisation de la production exige des nationalisations sans indemnité ni rachat, sous contrôle ouvrier, des grandes industries clefs.

Ces nationalisations se différencient de celles qui ont été effectuées depuis la « libération » en ce qu'elles n'accordent aucune indemnité aux capitalistes; qu'elles doivent s'étendre à l'ensemble du secteur économique et financier et organiser la gestion des entreprises nationalisées sous le contrôle des travailleurs à tous les échelons.

Le Contrôle Ouvrier est un mot d'ordre dominant dans la situation actuelle. Le P.C.I. doit entre autres engager les délégués aux Comités d'Entreprises à lutter pour l'élargissement des attributions de ces Comités jusqu'au contrôle total sur la gestion des usines.

Pour imposer ces revendications la classe ouvrière ne devra pas hésiter à employer tous les moyens d'action en son pouvoir y compris la grève.

Le Comité Central a ensuite adopté par 11 voix contre 9 et une abstention la résolution suivante:

Le Parti, dans la campagne électorale, devra mettre constamment en avant la nécessité de la rupture de la coalition gouvernementale des partis ouvriers avec la bourgeoisie. Rompez la coaliion. Pas de ministres capitalistes. Gouvernement P.S.-P.-C.-C.G.T. Prenez tout le pouvoir.

Il devra appeler les masses à se mobiliser pour imposer cette rupture et exiger l'application par ce gouvernement d'un salaire minimum vital, de l'échelle mobile des salaires du Plan de production et des Nationalisations sous contrôle ouvrier.

Dans la situation actuelle caractérisée plus haut et particulièrement en face des premiers regroupements fascistes et de l'offensive impérialiste contre l'Union Soviétique la politique du *Front Unique* devra être reprise largement par notre Parti dans la campagne électorale.

Le Comité Central a ensuite décidé de mener une vigoureuse campagne contre la loi électorale antidémocratique, qui impose le cautionnement et les candidatures obligatoires dans vingt départements.

Il a constaté que la campagne pour le million doit être un succès, succès que les premières souscriptions permettent de prévoir. Il a décidé que le Parti présentera aux élections des candidats dans les régions les plus industrielles; il s'est élevé contre la future constitution et a pris la décision d'appeler les travailleurs à boycotter le référendum. Le Comité Central a enregisré les résultats positifs de la campagne pour la légalisation de « La Vérité » et a décidé d'impulser l'action du Parti en vue de faire de « La Vérité » le grand journal de combat des travailleurs.

LA JUSTICE BOURGEOISE frappe un militant révolutionnaire

Quand il s'agit de militants révolutionnaires, la justice bourgeoise ne perd ni son temps ni ses dossiers. A peine revenu d'Angleterre après plus de six années d'absence, notre camarade P. Frank, fut convoqué devant le tribunal correctionnel pour répondre à une série de neuf jugements prononcés en juin 1939. L'inculpation était celle classique des lois scélérates de la provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande léniniste auprès des travailleurs en uniforme. Mercredi 27 mars, la 17e chambre correctionnelle de la Seine a condamné notre camarade à une année de prison avec sursis.

Des militants du P.O.U.M. en danger de mort

Francisco Aymerich, Emma Roca, Teodoro Sanz et J. Urbano, militants du P. O. U. M., ont été arrêtés par la police franquiste pour activité illégale contre le régime. Ils sont menacés de mort.

Travailleurs : mobilisez vous pour sauver ces quatre militants ouvriers. A l'action !

VÉRITES...

LES 200 FAMILLES EN DEUIL

Il y avait une fois un conseiller politique cochinchinois qui se nommait Phat.

Ce « philipe henriot » vendu aux marchands de caoutchouc défendait la thèse de « l'autonomie cochinchinoise » sous la protection des baïonnettes de Leclerc.

Il prétendait que le peuple cochinchinois aspirait à vivre sous la coupe des colons français.

Pour lui prouver leur reconnaissance, des travailleurs indochinois l'ont exécuté le 31 mars.

★

LES JESUITES CRACHENT DANS LA « MAIN TENDUE »

Dans le courant de mars, une réunion de « l'Action Catholique » s'est tenue à Rome sous la présidence de Monseigneur Véronèse.

Une Commission permanente a été nommée. Ses directives sont de faire de l'antilaïcisme en France, en Espagne, en Allemagne, et de l'anticommunisme dans le monde entier. Plusieurs banques françaises et italiennes ont promis d'accorder leur appui.

Un des plus virulents chefs de l'Action Catholique est le père Merklen, directeur officiel de *La Croix*, le journal catholique qui après avoir été collaborateur pendant toute l'occupation fut autorisé à reparaître après la libération, sans protestation du moindre ministre — comme chacun sait.

★

LE M.R.P. N'AIME PAS LE P.C.I.

Dans « Carrefour » du 14-3-46, une brochette de réactionnaires proteste énergiquement contre les affiches du P.C.I. concernant la lutte héroïque du peuple indochinois.

Les réactionnaires en question terminent leur lettre en demandant si quelques bons nationalistes n'auraient pas un jour l'idée d'aller dans les réunions trotskystes pour « flanquer une bonne râclée à ces voyous ».

A peine j'avais lu cela que j'apprenais le sabotage d'une de nos réunions à Brest par les bonzes staliniens.

Parions que les magnats de la Banque d'Indochine vont remettre une épée d'honneur au responsable du P.C.F. de Brest.

La "Nationalisation" du Gaz et de l'Électricité EXCELLENTE OPERATION pour les gros actionnaires

LE projet de loi sur la nationalisation du gaz et de l'électricité vient d'être voté par l'Assemblée Constituante.

Communistes et socialistes s'en félicitent comme d'une grande victoire.

Le M. R. P. ne cache point sa satisfaction d'avoir fait triompher de nombreux amendements

Toute la presse financière au service de la réaction exprime la confiance des capitalistes.

Les seuls qui pourraient trouver quelque chose à redire, ce sont, en effet, les travailleurs. Il suffit d'analyser brièvement le texte des lois pour s'en rendre compte.

Le secteur nationalisé. Nous montrions il y a trois semaines dans *la Vérité* qu'une partie du débat portait sur l'importance du secteur à nationaliser. La discussion aboutit à un compromis, et la loi donne satisfaction aux actionnaires, partisans de la limitation de ce secteur:

1° En restreignant au seul territoire métropolitain les biens qui vont être touchés par la loi, ce qui laisse hors d'atteinte toutes les entreprises françaises dans les pays coloniaux et à l'étranger.

2° En décidant que « le transfert ne porte pas sur les actions de la filiale qui appartiennent à l'entreprise ... « si la Société mère comprend au moins 25 % du capital de cette filiale, ce qui signifie que les capitalistes resteront intégralement les maîtres de leurs entreprises « filiales » et auront de cette façon toute possibilité de mener la lutte économique contre la société nationalisée.

L'indemnisation plus forte que le cours en Bourse

La loi adopte prévoit que l'indemnité est égale au produit du nombre des actions de chaque actionnaire par leur cours moen du 1er septembre 44 au 28 février 45 ou par leur cours en Bourse au 4 juin 1945 lorsque ce dernier cours est supérieur au cours moyen en question!

la « Vie Française » s'empresse de préciser: « il n'est pas inutile de souligner que les cours moyens de la période septembre 44-février 45 qui servent de base à la fixation de l'indemnité sont très supérieurs aux cours actuels ». Ceci explique que dès le vote de la loi on se soit précipités à la Bourse pour acheter des actions du gaz et de l'électricité. Le coût de ce rachat est évalué par Marcel Paul lui-même à 73 milliards.

Autrement dit les actionnaires sont assurés de ne jamais subir le contre-coup d'une période déficitaire puisque les contribuables leur verseront 3 % d'indemnité fixe. Mais si l'entreprise nationalisée prospère ils obtiennent de participer aux bénéfices

Les travailleurs paieront

Les auteurs de la loi ont essayé d'atténuer le mal: le prix du gaz sera augmenté de 0 fr. 20

Une fois de plus ces « nationalisations » ne profitent qu'aux hommes des trusts

Voilà pourquoi nous dénonçons ceux qui représentent celles-ci comme un succès.

Pour profiter aux masses les nationalisations auraient dû se faire aux dépens des grands actionnaires, c'est-à-dire sans ndemnité ni rachat, sous le contrôle des ouvriers et s'étendre sur l'ensemble du secteur de l'Electricité et du Gaz.

HOUDON.

CHEZ ROSENGART

Offensive ouvrière pour l'augmentation des salaires

Les tourneurs faisaient des heures supplémentaires. Depuis peu, ils sont revenus à un horaire normal.

Ils réclament une augmentation qui leur a été refusée.

En contre-partie, on leur propose de faire les deux huit. Ils acceptent à condition d'être augmentés. Refus.

Le délégué stalinien s'oppose à la grève, il dit d'attendre, car un tourneur hautement qualifié doit être augmenté, et dépassera son plafond, et que peut-être on pourra faire dépasser le plafond aux autres.

A l'outillage, des ouvriers ont aussi parlé de débrayer.

Les tourneurs ne doivent pas attendre, au contraire, ils doivent profiter de leur position professionnelle pour obliger le patron à leur donner satisfaction, car les patrons ne trouvent pas de professionnels.

D'ailleurs ils doivent faire profiter de ces avantages leurs camarades non qualifiés et lutter jusqu'à ce que les revendications de tous soient satisfaites.

LA CATASTROPHE D'OSTRICOURT

Lecœur a déclaré aux mineurs d'Ostricourt que « tous les responsables, aussi haut soit-il, seront châtiés ». Très bien. C'est donc qu'il y a des responsables. C'est vrai que les anciens propriétaires assoiffés de profits ne se sont jamais souciés de la sécurité des mines. Mais depuis plus d'un an, les mines du Nord et du Pas-de-Calais sont « nationalisées ». Comment se fait-il que les dispositifs de sécurité n'ont pas encore été améliorés? Comment se fait-il que la silicose fait des ravages? Comment se fait-il que le nombre des accidents de travail dans les mines a triplé par rapport à 1938?

PERMANENCES DU P.C.I.

LYON. — Café, 4, rue de Marseille, tous les samedis après-midi, de 16 heures à 19 heures.

REGION PARISIENNE, au Siège du P.C.I., 19, rue Daguerre (14e): chaque jour de 17 à 19 h. 30 et le samedi de 15 à 19 h. 30.

GRENOBLE, Café Mayousse, place Bir-Hakeim (ex-place Malakoff), samedi, de 17 à 19 heures.

MARSEILLE, Bar - dégustation Noailles, angle gare de l'Est, Vieille Bourse du Travail, mercredi et samedi, de 17 à 20 heures.

CLERMONT-FERRAND, place Gaillard, Café National, tous les samedis, de 16 h. à 19 h. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

SAINT-ETIENNE, place du Peuple, Café Besset, tous les samedis, de 17 à 19 heures.

NANTES, Café des Amis des Sports, place de la Duchesse-Anne, tous les samedis, de 15 h. à 19 h.

Imprimerie Spéciale de « LA VÉRITÉ »

"LA VÉRITÉ" est légale

AU MOMENT DE METTRE SOUS PRESSE NOUS APPRENONS QUE L'AUTORISATION DE « LA VERITE » VIENT DE NOUS ETRE ACCORDEE AVEC UN TIRAGE DE 100.000 EXEMPLAIRES.

SI VOUS VOULEZ QUE VOTRE PROCHAIN NUMERO DE « LA VERITE » SOIT UN GRAND JOURNAL SUR 4 PAGES QUE VOUS POURREZ ACHETER CHEZ VOTRE MARCHAND, SOUSCRIVEZ, AIDEZ-NOUS.

LE TRUST DU CAOUTCHOUC poursuit la reconquête de l'Indochine

AUCUN travailleur révolutionnaire n'a été assez naïf pour s'imaginer que si l'Etat français est entré dans la voie des traités en Indochine, c'est grâce à l'esprit démocratique des dirigeants actuels. En réalité, le capitalisme français s'est montré incapable de développer sa force à la hauteur de son appétit (et cela malgré ses reconstructeurs bénévoles).

Par crainte de tout perdre, il a signé l'accord franco-annamite du 6 mars.

Mais déjà la manœuvre classique se dessine: « Diviser pour Régner ». La Cochinchine vient d'être « **autorisée** » à former un gouvernement provisoire autonome.

M. Thinh, président du futur gouvernement est **autorisé** à désigner les chefs des différents ministères sauf ceux des Affaires étrangères et de l'Armée qui restent *sous contrôle français*. C'est clair.

Des élections auront lieu en Cochinchine, mais des informations officielles nous apprennent que « seront électeurs dans les conseils de village les citoyens résidant dans la commune depuis au moins dix ans ».

Cela aussi est clair. Chacun comprend aisément que ce sont justement les éléments les plus combattifs de la cause prolétarienne qui seront exclus de ce vote, pour la bonne raison que les oppresseurs français et japonais ne leur ont jamais laissé la possibilité de séjourner longtemps dans la même région.

Faute de pouvoir avaler l'Indochine, la bourgeoisie française tente de la diviser et de s'accrocher fortement dans la riche région de Cochinchine.

Tout cela se fait sous prétexte de respecter « le droit de chaque région à s'administrer elle même! »

A ce sujet M. Do-Dinh écrit dans « Temps Présents » du 15 mars:

« La division administrative: Tonkin, Annam, Cochinchine ne répond absolument à rien de réel. Les Annamites, dans leur langage, l'ignorent complètement. Les trois régions du Nord, du Centre et du Sud du Viet-Nam forment une unité ethnique, linguistique et culturelle indubitable. »

Par malheure, si les Annamites ignorent ces divisions; les magnats des mines et du caoutchouc ne veulent pas les ignorer.

Dans une allocution à la radio de Hanoï, Ho-Chi-Minh a protesté contre la continuation des hostilités en Cochinchine. La clique d'Argenlieu a répondu que cela tient au fait que des éléments armés de Cochinchine refusent de reconnaître le traité du 6 mars.

Que se passe-t-il donc? Simplement que les travailleurs de Cochinchine refusent la « bienveillante autonomie » qui sent trop l'odeur des bottes de Leclerc.

Aussi les services d'information français préparent le terrain à la répression en affirmant:

« On signale en Cochinchine une recrudescence d'attaques et d'embuscades. Le village de Ninh-Binh a été attaqué par des « *Pirates* » qui se sont particulièrement acharnés sur la « *population catholique* ». Le problème du rétablissement de l'ordre complet en Cochinchine se pose donc sous un nouvel aspect. »

On sait ce que « *Nouvel aspect* » signifie dans la bouche des requins et des sabreurs, tout simplement un nouveau déchaînement de férocité contre la population cochinchinoise.

On tue toujours en Indochine. Notre lutte pour la liberté des peuples coloniaux ne doit pas se relâcher. L'ennemi est toujours là, il se nomme: l'Etat bourgeois.

NED.

LE TRAVAIL AU RENDEMENT

Il est clair que tous les problèmes de production ne peuvent être solutionnés que par l'organisation du travail qui ne peut se faire que dans le cadre d'un plan général de production et de réorganisation de l'économie. Plan qui exige des nationalisations sans indemnités ni rachat des trusts et des industries-clefs sous contrôle ouvrier. Le contrôle de la production, de la circulation et de la répartition des marchandises par les représentants des travailleurs.

Ainsi, seule une lutte acharnée contre les trusts et le capitalisme peut résoudre et les problèmes de production et ceux du pouvoir d'achat des mas...

Mais cette politique active est directement en contradiction avec la « rationalisation » capitaliste. Ce n'est pas par hasard que l'authentique homme des trusts, Maurice Ollivier, caractérisait la politique du rendement ainsi: « Effort maximum en contradiction formelle avec le socialisme et le syndicalisme français. »

Ces gens-là connaissent bien des choses, ils savent que le socialisme et le syndicalisme révolutionnaires sont contraires à leurs intérêts.

Le Congrès de la S.F.I.O. remet à plus tard la défense des revendications ouvrières

LE Congrès extraordinaire du Parti Socialiste s'est tenu les 30 et 31 mars. Reflétant le mécontentement de la base, certaines Fédérations demandent que le Congrès ait qualité pour renouveler le Comité Directeur. Daniel Mayer fait savoir que ce Congrès extraordinaire ne peut remplir cette tâche. Malgré le désir évident des travailleurs socialistes de la Seine, qui s'était exprimé au dernier Congrès fédéral, la Fédération de la Seine accepte cette façon de voir et donne ainsi gain de cause aux dirigeants réformistes pour lesquels la question électorale prime tout.

Les Résolutions et le « Manifeste aux peuples de France et de l'Union française », adoptés à la fin du Congrès, prouvent une fois de plus que la vieille social-démocratie n'est pas décidée à rompre l'Union Sacrée avec la bourgeoisie.

Sur la question de la production, le Congrès se prononce pour la politique du « produire d'abord », se faisant ainsi le champion du replâtrage du régime capitaliste; il ne comprend pas que l'on ne peut reconstruire l'économie française que dans le cadre d'un plan général de production dont l'application sera contrôlée par les travailleurs; il se déclare satisfait des « nationalisations » qui ont eu lieu, ne voyant pas qu'elles ont été faites aux détriments des travailleurs.

Les revendications ouvrières sont remises à plus tard et conditionnées par le redressement du régime capitaliste. Or, plus le capitalisme est fort, plus loin est le socialisme.

Sur la tactique électorale, sous la pression de la base, le Congrès décide d'aller aux élections avec des listes homogènes. Très bien. Pourtant le Congrès ne s'élève pas contre la loi électorale anti-démocratique. *Sur la Constitution*, il se prononce pour la nouvelle Constitution qui consacre la propriété capitaliste. *Sur la question de la paix*, il place sa confiance dans l'O.N.U. qui, comme autrefois la S.D.N., n'est que l'organisation de brigandage de l'impérialisme et il accepte la politique de pillage de l'Allemagne.

Les décisions de ce Congrès ne peuvent satisfaire les travailleurs socialistes dont le sort s'aggrave chaque jour. En conséquence, la crise interne de la S.F.I.O. ne peut aller qu'en s'accentuant.

Alain LE DEM.

ABONNEZ-VOUS A « LA VERITE »

Nom. . . . . .

Adresse. . . . . .

Désire m'abonner à « la Vérité »

pour 26 numéros: 50 fr.

52 numéros: 100 fr.

(Rayer la mention inutile)

Renvoyez de suite ce bulletin à l'adresse suivante:

« LA VERITE », 19, RUE DAGUERRE,

et les mandats au C.C.P. E. Saujet, 3205-19, Paris.